



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Luttes paysannes ici comme partout

Il y a de quoi s'engager, et ça bouge!

Ce journal témoigne de la pépinière d'initiatives qui se développent au sein des membres d'Uniterre: commercialisation de filières de vente équitable, lutte pour l'accès à la terre et le maintien des fermes, collaboration avec divers mouvements de la société civile pour fédérer les luttes, création de sections en Suisse alémanique. S'il est vrai que le marché en général se porte mal pour les paysans et que l'ambiance à de quoi être morose, une lame de fond vivifiante semble prendre corps. Il faut saluer l'engagement des jeunes au sein d'Uniterre, notamment pour l'accès à la terre. C'est une belle leçon à celles et ceux qui pensent que ce thème n'est pas d'actualité en Suisse. Il faut plus que se réjouir de l'extension d'Uniterre en Suisse alémanique, démarche qui portera sûrement ses fruits et qui nous renforce pour nos futures actions.

Dans le journal «Alimenta» n°8 (2010) de l'industrie alimentaire, un article relate les résultats d'une récente étude du Crédit Suisse sur les comportements d'achat; il a de quoi nous faire grincer des dents: les assortiments «chers» cartonnent auprès des consommateurs! Si les gammes «Prix Garantie» chez Coop (-1 million) et M-Budget chez Migros (-3%) fléchissent, les marques «haut de gamme» telles que «Fine Food» (+2%), «Sélection-Migros», «Betty Bossy» (+460 millions), «Anna's Best» (+16%), progressent. Quant aux marques du secteur laitier, telles que «Heidi» (+8%) chez Migros et «Pro Montagna» (+20%) chez Coop, elles explosent! Quels enseignements peut-on en tirer? Tout d'abord, cette étude démolit le discours des grands distributeurs qui nous servent la rengaine que les consommateurs cherchent le plus bas prix. Deuxièmement, rien de mieux qu'une crise laitière pour doper les marges des distributeurs. Troisièmement, cela confirme



notre suspicion que les distributeurs n'ont aucun scrupule à augmenter leurs marges pour potentialiser le pouvoir d'achat des consommateurs et leur consentement à payer un prix «juste» tout en pratiquant une pression inadmissible sur les prix aux producteurs. C'est ce qu'ils font avec «Heidi» et «Pro Montagna» qui ne sont que de simples outils marketing servant leurs avantages. Mais lorsqu'il s'agit de mieux répartir la valeur ajoutée au sein de la filière, et ainsi faire profiter l'ensemble de la société de la bonne santé du secteur agro-alimentaire (exemple Migros +864 millions en 2009, bénéfice record), il n'y a plus d'interlocuteur côté grands distributeurs...

Alors à nous, paysans, consommateurs et citoyens, d'inverser la tendance! Les consommateurs sont prêts à payer plus si cela est justifié et les paysans ont un besoin urgent de prix équitables car c'est le facteur clé pour faire vivre les personnes

qui travaillent dans l'agriculture. Quand le marché est sciemment désorganisé par certains acteurs de la filière, les politiques devraient avoir le courage de hausser le ton et de réétudier les conditions-cadres qui le régissent. Comme le disait récemment Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA (réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'ouest): «Les mouvements paysans doivent baliser le terrain sur le plan légal». «La gouvernance c'est le rapport de force entre les différents acteurs». «Ne pas tenir compte de la paysannerie, c'est provoquer une situation de rupture bientôt atteinte dans l'hémisphère sud. Un peuple affamé est en danger et il est un danger pour les autres». Bernard Djonga, de «l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs» au Cameroun a complété: «Les politiques doivent bouger car les consommateurs sont prêts à jouer le jeu!». En Suisse, il est peut-être temps de relancer le débat de notre initiative populaire sur la souveraineté alimentaire.



Luttes paysannes

Zurich et Genève

Pages 2 et 3



Souv. alimentaire

Sur tous les terrains

Pages 4 et 8



Social

Légumes, carburants

Page 5



Accès à la terre

En marche!

Pages 2, 7 et 8

17 AVRIL: JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES

Luttons contre la perte de terre agricole - ici et ailleurs!

Nous, paysannes et paysans du syndicat Uniterre, nous célébrons la journée internationale des luttes paysannes. En fait il n'y pas vraiment de raison de fêter: le 17 avril 1996, la police militaire brésilienne a assassiné 19 paysans sans terre qui, pour tenter de survivre, avaient occupé un lopin de terre.

Nous souhaitons, en ce 17 avril 2010, rendre le public attentif à un problème global: la disparition des terres agricoles. La croissance des villes, des zones industrielles et des infrastructures routières dévore des hectares de terre. La production agro-industrielle détruit les sols et l'exploitation minière et les décharges les polluent. Les terres restantes sont, dans la plupart des pays du monde, réparties de manière inégale.

En Suisse, chaque seconde, un m² de terre est construit. Une grande part de ces terres sont les meilleures terres arables situées en plaine. La problématique est connue. Malgré tout, rien ne se passe pour stopper cette érosion des sols.

Le développement urbain n'est pas seulement moche. Il menace également nos ressources alimentaires. Nous n'avons pas le droit d'attendre que les pauvres de cette planète produisent nos aliments (et nos fourrages), pendant qu'ils sont eux-mêmes sous alimentés. Nous ne pouvons pas non plus compter sur le fait que le marché mondial nous approvisionnera toujours. Le commerce mondial alimentaire n'est possible que grâce au fait que l'énergie est bon marché - mais jusqu'à quand encore? C'est

pourquoi il est important de conserver, chez nous aussi, les savoirs paysans et nos terres.

comme travail derrière la nourriture. Le syndicat paysan Uniterre n'était jusqu'à présent actif qu'en Suisse

du vivant et soutient une agriculture paysanne à dimension humaine. Nous nous engageons pour une agriculture qui se base au maximum sur les énergies renouvelables.

Uniterre soutient une agriculture régionale qui puisse permettre aux paysannes et aux paysans d'obtenir un revenu équitable. Nous nous battons pour une gestion des quantités dans le marché laitier plutôt que pour la production de surplus.

Uniterre croit qu'il faut plus de paysannes et de paysans et non pas moins. Nous nous engageons pour une société durable, et afin d'atteindre ce but, il faut maintenir toutes les fermes. Le travail paysan ne peut être rationalisé à l'infini.

Nous allons aujourd'hui semer une parcelle en friche en pleine ville de Zürich.



17 avril: une parcelle en ville est semée et Uniterre est implanté! Photos: C. Schreiber

Les urbanistes ignorent l'alimentation dans leurs planifications. Ils considèrent comme acquis le fait que les étagères des magasins soient remplies en permanence. Nous travaillons quotidiennement la terre et nous savons que tel n'est pas le cas. Nous savons ce que qui se cache

romande. Il existe maintenant deux sections en Suisse allemande: l'une à Bâle et l'autre à Zürich.

Uniterre soutient le concept de souveraineté alimentaire. Uniterre s'oppose aux OGM, aux hormones dans la production animale, au brevetage



Uniterre Zürich, 17 avril 2010

Les femmes au coeur des systèmes alimentaires

A Genève, la journée du 17 avril s'est articulée autour de la filière alimentaire et de la place et du rôle des femmes aux différents échelons: de la visite d'une ferme pleine de vie mais menacée de disparition, en passant par une action militante en ville exigeant plus de paysannes et paysans, la projection d'un film sur l'agriculture locale contractuelle, avant de finir autour d'une table ronde entièrement féminine.

Que ce soit aux champs, à la ferme, à la vente ou à l'achat d'aliments, ou lors de la préparation des repas, les femmes jouent un rôle central. La Via Campesina et La Marche Mondiale des Femmes collaborent depuis maintenant plusieurs années autour du thème de la souveraineté alimentaire. Nous voulons retisser des liens entre les femmes rurales et urbaines et débattre ensemble du modèle de production, de transformation et de distribution que nous souhaitons promouvoir.

ou au territoire leur est souvent nié.



L'industrialisation de l'agriculture les marginalise et les précarise; chassées de leurs terres, elles se retrouvent bien souvent employées et exploitées par les sociétés agro-alimentaires. En Suisse, elles sont souvent amenées à trouver un emploi hors de la ferme pour compléter le revenu paysan devenu insuffisant.

Les travailleuses agricoles souffrent des conditions précaires des emplois temporaires ou saisonniers peu rémunérés et physiquement pénibles. En Suisse, elles ne bénéficient pas d'une convention collective nationale et de la protection de la Loi sur le travail.

Les employées de la grande distribution représentent 60% du personnel et plus du 80% des temps partiels sont effectués par elles. Leur salaire reste de 10% inférieur à celui des hommes. Elles sont particulièrement touchées par des projets tels que l'extension des heures d'ouverture des magasins ou le développement du travail sur appel.

prix, mais aussi des aspects liés à la santé, à la qualité, à l'impact écologique ou social, au mode de production et à l'origine du produit.

Valentina Hemmeler Maiga



Les paysans et encore plus les paysannes vivent dans des conditions toujours plus difficiles, particulièrement au Sud où leur statut est peu reconnu. L'accès à la terre, aux semences, à l'eau



Les consomtrices tiennent compte d'un certain nombre de critères lors de l'achat d'aliments. Non seulement du



Rencontre avec les femmes de «ÖBV-Via Campesina Autriche»

Ulrike Minkner, paysanne à Mont-Soleil et membre d'Uniterre, a participé à une réunion du groupe femmes de «ÖBV-Via Campesina Autriche» lors d'un récent séjour en Autriche. Elle a souhaité nous transmettre quelques informations sur leur travail ainsi que quelques réflexions.

Dans le jargon de la politique officielle agricole autrichienne, la paysanne est la garante de la réussite économique de l'agriculture autrichienne et elle est porteuse d'un avenir prometteur pour la paysannerie: «*La paysanne moderne est, à côté de son travail quotidien à la maison, sur le domaine agricole et au sein de la famille, appelée à être une manager et une communicatrice. Afin d'avoir du succès, la paysanne doit constamment s'engager dans de nouveaux secteurs de production ou de service et veiller à ce que les points forts de sa production soient en phase avec les concepts de développement régionaux et ceux des marchés. La professionnalisation et un métier qualifié sont donc des points fondamentaux pour les femmes dans l'agriculture et pour l'avenir de l'exploitation familiale...*».

Active, professionnelle, flexible, qualifiée et remportant du succès - voilà comment les politiciens agricoles se représentent la paysanne. La situation des paysannes autrichiennes, dans les faits, n'est pas aussi rose. Voici quelques éclairages qui méritent d'être relevés:

L'orientation de la politique agricole européenne, avec l'agenda 2000,

renforce la tendance vers plus de marché mondial, de libéralisation et de concurrence. L'évolution structurelle («croître ou disparaître»), encouragée par la politique européenne, en est la conséquence. Pendant que les prix aux producteurs baissent, la part du revenu provenant des pouvoirs publics ne cesse d'augmenter. Cela accentue la dépendance des paysannes et paysans vis-à-vis de la politique agricole. On constate également une inégalité dans la répartition des aides publiques: en 2004, 31% des exploitations situées «au bas du classement» -celles de montagne et de petite taille- ne recevaient en moyenne que 1'605 € par exploitation/an, soit seulement 5% des budgets alloués. A l'autre extrême, les 3% des exploitations situées dans le haut des statistiques, recevaient en moyenne 56'300 € par exploitation, soit 16% des budgets. Ce sont justement ces petites exploitations - où les paysannes actives sont nombreuses - qui sont menacées par ce type de politique agricole.

J'aurais souhaité pouvoir donner des informations détaillées sur la situation des paysannes en Suisse. Mais sur les 300 pages du Rapport Agricole 2009

de l'Office fédéral de l'agriculture, les femmes, les paysannes, les agricultrices et les employées agricoles, sont statistiquement quasi inexistantes... Dans une des annexes quelques données sont néanmoins transmises (Rapport Agricole 2009, annexe A3).

En Suisse, le tableau est le suivant:

En 1990, il existait encore 92'815 exploitations agricoles,

- avec 253'561 places de travail.
- dont 217'477 occupées par de la main d'oeuvre familiale et 36'084 par des employé-e-s externes à la famille.
- des 217'477 issues de la main d'oeuvre familiale, 88'889 étaient des chefs d'exploitations et 3'926 des cheffes d'exploitations.

- ... et 124'662 autres membres de la famille paysanne étaient actives sur les exploitations.

- parmi ceux-ci, 80'137 étaient des femmes et 44'525 des hommes.

En 2008 il restait 60'894 exploitations agricoles,

- avec 168'530 places de travail.
- dont 141'236 occupées par de la main d'oeuvre familiale et 27'294 par des employé-e-s externes à la famille.
- des 141'236 issues de la main

d'oeuvre familiale, 58'150 étaient des chefs d'exploitation et 1'894 des cheffes d'exploitation.

- ...et 81'192 autres membres de la famille étaient actives sur les exploitations.
- parmi ceux-ci 50'860 étaient des femmes et 29'482 des hommes.

Celui ou celle qui aurait espéré voir les femmes comme partie intégrante du chapitre «Aspects sociaux et société» aura vu son espoir déçu. Dans le thème «degré de satisfaction», nous pouvons découvrir le portrait de 11 hommes qui ont dû abandonner le métier de paysan de manière prématurée. Voici une fois de plus un sujet sur lequel nous aurions pu nous exprimer en tant que paysannes!

Ulrike Minkner

Prochaine rencontre des «femmes Uniterre-Via Campesina»

9 octobre 2010, chez Ulrike Minkner, Mont-Soleil.

Renseignements Christine Gerber (français): 032 484 02 41

Auskünfte Ulrike Minkner (allemand): 032 941 29 34

Des projets de commercialisation de céréales et de lait équitables à soutenir sur fond de crise laitière

Bravo! Uniterre félicite les producteurs de la section d'Uniterre Genève ainsi que l'ensemble des personnes qui ont participé à la réalisation du projet de commercialisation du «Lait entier genevois» labellisé «Genève-Region-Terre-Avenir (GRTA)», payé 1 Fr/litre aux producteurs. C'est une première! Jamais auparavant, un produit agricole suisse de grande consommation, bientôt distribué en grande surface n'a été acheté aux producteurs à un prix qui couvre les coûts de production. Pour une fois, la réflexion entreprise pour fixer le prix du produit final fut la bonne, à savoir: partir du prix équitable aux producteurs puis ajouter les frais et les marges des différents intermédiaires. Cette manière de procéder est normale et juste.

Toujours à Genève, les producteurs de l'association L'Affaire TourneRêve ont lancé le 17 avril, à l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes, un pain façonné avec du blé genevois payé équitablement aux producteurs, c'est-à-dire 1 Fr par kg. 1% du produit de la vente de la farine

est versé à Uniterre. Les producteurs commercialiseront de la farine équitable aux boulangers qui le souhaitent. Actuellement, ils sont une dizaine à participer à l'initiative et d'autres ont déjà montré leur intérêt. Les producteurs de l'Affaire TourneRêve veulent démontrer que la réflexion faite pour la commercialisation du lait genevois peut également se faire pour les céréales panifiables. Les responsables de la mise en vente récente de la farine fleur genevoise labellisé «Genève-Région-Terre-Avenir» pourraient s'en inspirer...



Ces initiatives, certes régionales, démontrent qu'il est possible de rémunérer correctement le producteur

par la vente des produits. Les grands acteurs de la transformation et de la distribution en Suisse comme en Europe doivent s'en inspirer et cesser de scander à tout va que les prix d'achat des produits alimentaires de base sont toujours trop élevés.

Dans le secteur laitier, la crise du lait est toujours plus présente, tant en Suisse qu'en Europe. Après plusieurs mois d'activité, Uniterre constate comme prévu que le système mis en place par l'Interprofession Suisse du lait (IP-lait) est un échec complet. Le système de régulation basé sur la segmentation n'a ni les capacités de faire monter le prix du lait ni d'en réguler sa production. La libéralisation des marchés laitiers n'est pas soutenable si les producteurs n'ont pas en main la maîtrise de la production. L'industrie elle-même reconnaît qu'il y a de sérieux problèmes dans la filière. Dans un récent numéro d'Alimenta, Claude Liengme écrit en introduction d'un article intitulé «La glissade des parts de marché»¹ que «...les producteurs s'insurgent, et on les comprend, contre cette baisse du prix du lait industriel...»

et conclut par, «...après avoir abordé le problème sous différents angles, on peut se demander si le nivellement par le bas auquel on assiste actuellement pour le prix du lait industriel nous apportera quelque chose. C'est une fuite en avant, puisque l'Europe procède de la même manière et est déjà à un niveau de prix nettement inférieur. De l'autre côté, nos fromages, exposés au marché libre européen et dont les prix ne résistent pas trop mal, perdent aussi lentement du terrain. La solution miracle n'est pas encore trouvée».

Uniterre a des solutions et l'European Milk Board également. Afin de faire le point sur la situation en Suisse et en Europe, Uniterre a invité Erwin Schöpges, président du MIG-Belgique, très actif dans le mouvement européen EMB. Ces conférences du 29 et 30 avril auront sûrement suscité plusieurs réflexions sur l'avenir du syndicalisme en Suisse et en Europe.

Nicolas Bezençon

¹Claude Liengme : La glissade des parts de marché, revue Alimenta n°7, publication du 07.04.2010, p. 14-15

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Un débat intense a animé le Conseil des Etats

Après le Conseil national, le Conseil des États a adopté le 11 mars l'initiative parlementaire Bourgeois inscrivant la souveraineté alimentaire dans la Loi sur l'agriculture. Contre l'avis de la Commission et du Conseil fédéral, la Chambre a voté à 27 contre 13 voix.

Des fractures et des recompositions politiques intéressantes sont apparues lors de ce débat. Elles témoignent que la politique agricole et alimentaire préoccupe la société. Jusque dans les cercles politiques, la nécessité d'une réorientation fondamentale et d'une rupture avec le modèle libéral dans ce domaine devient d'actualité.

L'initiative parlementaire Bourgeois demande la modification de la loi fédérale sur l'agriculture en précisant, dans ses buts, que «la Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable, à celles du marché et à celles de la souveraineté alimentaire, contribue substantiellement à la sécurité de l'approvisionnement de la population...». Et d'obliger ensuite la Confédération à prendre des mesures afin «d'assurer la couverture de manière prépondérante des besoins de la population par une production indigène de qualité, durable et diversifiée».

Les prises de parole des représentants des différents partis politiques offrent un panorama du paysage politique suisse et de son évolution. Notons d'abord qu'au sein du Parti Socialiste (PS), les points de vue sont très divergents. Mme Sommaruga (BE) note que le degré d'auto approvisionnement de la Suisse estimé à 60% se situe en réalité à un niveau beaucoup plus bas puisque il n'est pas tenu compte ni des importations fourragères ni du bilan énergétique. Cette confusion des chiffres entre un degré d'auto approvisionnement brut se situant à 60% et un degré d'auto approvisionnement net se situant autour des 25% d'ailleurs caractérisé toute la discussion. Le Conseil fédéral entretient cette confusion en utilisant dans sa réponse des chiffres tronqués puisque mélangeant auto approvisionnement net et brut pour affirmer que ce taux est resté constant depuis 1950. Mme Sommaruga prétend alors, en épousant les thèses libérales, chères à son collègue de parti, M. Lamy, directeur de l'OMC, qu'un accord de libre-échange avec l'UE serait un instrument important pour lutter contre des difficultés d'approvisionnement en cas de crise. Dénonçant le dumping au niveau international, elle semble méconnaître la réalité d'une production excédentaire suisse dégagée sur les marchés mondiaux, comme elle se pratique depuis la fin du contingentement laitier par la poudre de lait. De même elle nie la pression exercée sur les producteurs suisses contraints par les prix trop bas, résultant des importations trop bon marché, à abandonner la production de denrées

alimentaires de base. Finalement, elle rejette l'adoption d'une politique basée sur la souveraineté alimentaire pour la Suisse alors qu'elle admet celle-ci pour les pays du Sud dont les populations souffrent du libéralisme commercial. Ne craignant pas la contradiction, elle plaide ensuite en faveur d'une protection des ressources, telles que les semences ou encore les terres agricoles.

Se situant dans une vraie préoccupation sociale cohérente, son collègue socialiste, M. Hêche (JU), place la question dans le contexte de la crise alimentaire de 2008 et conclut que notre pays n'est pas épargné par ces évolutions. A ses yeux la souveraineté alimentaire signifie: des conditions de production qui promeuvent le secteur agro-alimentaire local et national et tiennent compte des emplois qui y sont liés; des standards de production respectueux des conditions de travail, des animaux et de l'environnement; la promotion des produits indigènes sur le marché; des réponses aux attentes des consommateurs et renforcer leur confiance; le contrôle de notre propre nourriture et de ce qui arrive dans notre assiette. M. Hêche poursuit que dans l'intérêt de nos agriculteurs et de ceux du monde entier, de même que dans l'intérêt de l'approvisionnement alimentaire aussi bien national qu'international, il convient dès lors de préciser la stratégie qui permet aux États, à notre État, de s'opposer résolument à ce processus dominé par de grandes entreprises multinationales qui traitent les denrées alimentaires, le monde agricole et les salariés comme de simples marchandises.

Pour les Verts, M. Cramer (GE) a plaidé en faveur de la souveraineté alimentaire. Il souligne «qu'il s'agit de préserver une culture paysanne, ce qui implique de favoriser le maintien des exploitations, de s'opposer à l'accapement des terrains, de favoriser les rapports entre producteurs et consommateurs, entre villes et campagne. Le corollaire de ces considérations, c'est d'avoir une agriculture qui soit suffisamment rémunératrice». En allusion à l'inscription de la souveraineté alimentaire dans plusieurs lois agricoles cantonales, il constate que ce que les cantons suisses sont capables de faire, la Confédération doit pouvoir le faire également.

Le cas des Démocrates-chrétiens, avec leur figure de proue, l'ultra-libérale Mme Leuthard, est intéressant. Ce parti est tiraillé entre une préoccupation liée au maintien d'une production alimentaire indigène et le dogmatisme libéral d'une dérégulation globalisée des marchés. Ainsi,

M. Fournier (VS), se référant au rapport du Conseil fédéral «Crise alimentaire et pénurie de matières premières et de ressources», du 19 août 2009, constate que l'augmentation attendue des prix alimentaires mondiaux est estimée à plus 15% au minimum jusqu'à plus 60% au maximum. Ces prix feront l'objet d'une volatilité croissante. Avec l'augmentation de la demande mondiale, plus 50% d'ici à 2030, la forte dépendance de la Suisse par rapport à l'étranger va encore augmenter. Il conteste les thèses de la CER qui affirment que la protection de la production indigène se ferait en outre au détriment de l'économie des pays en voie de développement. Ou encore que ces initiatives parlementaires seraient en porte-à-faux avec notre politique commerciale dans le cadre de nos accords bilatéraux. Selon M. Fournier, ces accusations sont infondées, car «tous les signaux à moyen terme, tant au niveau économique, que social ou environnemental, vont clairement dans le sens du renforcement d'une agriculture de proximité, aussi bien d'ailleurs pour les pays riches que pour les pays pauvres. Ce reproche n'est donc plus d'actualité; il est doctrinaire et dépassé».

M. Stadler (UR) et M. Bischofberger (AI) du PDC lui emboîtent le pas en considérant qu'avec l'adoption de la souveraineté alimentaire, le maintien de nombreux emplois et la garantie d'une perspective d'avenir pour les jeunes en milieu rural peuvent être renforcés. M. Bieri (PDC-ZG), défend également cette perspective tout en minimisant sa portée en s'appuyant sur le rapport du Conseil fédéral sur l'évolution des paiements directs. Ce rapport affirme que la souveraineté alimentaire d'un pays doit se subordonner à des accords de droit international conclus antérieurement par ce même pays (stratégie imaginée par le Conseil fédéral pour ne pas remettre en cause les accords de l'OMC).

L'aile libérale du parti s'exprimant par la voix de M. Schwaller (FR), de M. Stählin (TG) et de M. Graber (LU) qui s'opposent à la souveraineté alimentaire, tout en affirmant que c'est un concept flou qui ne signifie rien de contraignant et qu'un accord de libre-échange agricole avec l'UE ne nuirait pas à la souveraineté alimentaire. En se référant au professeur Popp, cette souveraineté alimentaire pourrait se révéler «dangereuse pour préparer le terrain à des revendications de rémunération (!) et de politique agricole exagérées».

Enfin dans la même logique leur collègue de parti, Mme Leuthard, intervient pour affirmer qu'il n'y a pas de définition scientifique de la souveraineté

alimentaire. Cette remarque curieuse en plein débat politique montre l'absence d'arguments sérieux et construits de sa part. Selon notre Ministre, le commerce demeure le meilleur moyen pour assurer la sécurité de l'approvisionnement; ceci grâce au fort pouvoir d'achat de la Suisse, dont elle présuppose qu'il est inébranlable.

L'UDC, par la voix de M. Germann (SH), défend l'initiative tout en citant la Via Campesina. Il est un brin surprenant, mais réjouissant, de voir un député d'un parti de droite donner des leçons de solidarité et d'équité à Mme Sommaruga, représentante du PS.

Et enfin, la position des Radicaux-libéraux qui excellent dans l'art du grand écart. Entre la voix de M. Schweiger (ZG), président de la fédération des industries alimentaires suisses et conseiller administratif de Hochdorf, et le motionnaire et collègue de parti, M. Bourgeois, il y a un fossé important. M. Schweiger prend l'agriculture à témoin pour viser les marchés mondiaux au niveau de l'alimentation et des matières premières. Importer plus, baisser le taux d'auto approvisionnement et générer des rendements en exportant est l'option de l'industrie. Il affirme que l'agriculture doit en tirer les conséquences et s'adapter dans ses structures. Ainsi il revendique sans gêne et sans sourciller, que dans un secteur avec des exportations en hausse, tel que le secteur laitier, les structures sont plus importantes que celles nécessaires à l'auto approvisionnement...

D'après la teneur de ces discussions, nous constatons qu'un premier cap a été franchi, et nous félicitons à cette occasion M. Bourgeois pour le travail accompli. Cependant Uniterre entend maintenir toute la pression pour inverser la politique alimentaire et agricole afin qu'elle s'inscrive pleinement dans le sens de la souveraineté alimentaire tel que notre syndicat l'a développé au sein de La Via Campesina. Cette vision est aujourd'hui de plus en plus largement considérée comme la seule alternative à la déroute de la dérégulation libérale.

Rudi Berli

Devenez membre d'Uniterre

Si vous souhaitez devenir membre du syndicat, vous pouvez le faire: par téléphone: 021 601 74 67, par mail info@uniterre.ch. En savoir plus: www.uniterre.ch. La cotisation annuelle s'élève à 150.-. Elle donne droit au journal d'Uniterre. Uniterre défend la présence de nombreuses familles paysannes sous diverses formes de fermes.

SOCIALEMENT DURABLE

Fruits et légumes importés: sueur et exploitation

Fraises d'Espagne, asperges du Pérou, raisins d'Afrique du Sud, concombres, myrtilles, courgettes... c'est un véritable assortiment d'été débarqué au milieu de l'hiver auquel nous ont habitués les grands distributeurs... et à quel prix !

Le 13 avril passé, Uniterre, la Plateforme pour une agriculture socialement durable, les Verts et la Fédération Romande des consommateurs se sont retrouvés dans la rue pour mener une action devant les portes des grands magasins romands. C'est à Genève, Lausanne, Morges, Vevey, Neuchâtel, Yverdon, Delémont et La Chaux-de-fonds que des militants, déguisés ou non, ont manifesté.

Sous le slogan «Ce n'est pas la saison des fraises», c'est l'approvisionnement de nos grands distributeurs que l'action visait à dénoncer. Dans ces jardins de l'Europe que sont les grandes plaines d'Almeria, d'El Ejido, de la Huelva, les produits maraîchers sont produits d'une manière inacceptable tant au niveau social qu'environnemental.

Des conditions de travail inadmissibles

Qui se souvient des violentes émeutes racistes qui ont secoué la région andalouse d'El Ejido, en Espagne? Elles remontent à l'an 2000 et dévoilent

les conditions de travail révoltantes des ouvriers agricoles de cette région, grosse productrice des fraises que nous mangeons en hiver.

En juillet 2006, le journal Le Temps révèle les conditions salariales inacceptables de travailleurs agricoles en Angleterre. Des employés polonais y sont payés à la moitié du salaire minimum légal. Eux aussi récoltent ces fraises.

En janvier 2010, c'est en Italie, à Rosarno qu'un scandale sur les conditions de production explose. Des travailleurs agricoles d'origine africaine sont payés 1 euro de l'heure pour récolter des clémentines et des oranges 12 à 14 heures par jour. Ils vivent dans des campements sommaires et insalubres, sans eau ni électricité. Ces ouvriers agricoles, travaillant dans des conditions proches de l'esclavage, récoltent les clémentines que nous voyons sur nos étals.

Les scandales se suivent, mais les conditions ne changent pas. El Ejido, Almeria, Huelva, Rosarno, Foggia de

grandes plaines, productrices de nos fruits et légumes hors saison, continuent d'être régulièrement dénoncées dans les médias pour l'exploitation des travailleurs, leur grave impact environnemental, et leur conséquences négatives sur notre production locale.

Mardi 13 avril, les clients des grandes surfaces ont pu voir des photos grand format de serres se déroulant à perte de vue, de travailleurs clandestins ou des constructions bancales qui leur servent de logement. Ils ont reçu un tract ainsi qu'un calendrier des fruits et légumes de saison.

Des initiatives pour un marché plus éthique

Le but de l'action était d'initier le débat public sur la question au moment où les 5 initiatives cantonales sur ce thème arrivaient à la commission ad hoc du Parlement.

Entre 2008 et 2010, les parlements de 5 cantons (GE, VD, FR, NE et JU) ont déposé des initiatives pour que des normes écologiques et sociales soient

instaurées concernant l'importation des fruits et légumes.

Ces initiatives ont été débattues à Berne lundi 19 avril; le résultat est concis et navrant: «La CER, qui avait chargé l'administration de lui présenter un rapport rendant compte des efforts déjà entrepris dans ce domaine, partage les conclusions dudit rapport. Celui-ci constate que la Suisse s'engage déjà à plusieurs niveaux pour garantir des conditions de production durables et que le problème ne vient pas des dispositions nationales et internationales existantes, mais plutôt de leur application dans les pays de production, fait sur lequel la Suisse ne peut exercer aucune influence. La commission recommande donc, sans opposition, de ne pas donner suite aux initiatives».

En résumé, on se donne bonne conscience et simplifie la question en disant que ce n'est pas à nous d'agir, mais aux autres... Quelle limitation!

Amélie Pistorius

Pétition lancée pour renforcer les critères sociaux et environnementaux des agrocarburants

Les agrocarburants aggravent la faim et détruisent l'environnement et les forêts tropicales. En conséquence, une coalition de 21 organisations suisses lance une pétition qui exige des critères d'autorisation sévères pour les agrocarburants en Suisse. Les usines prévues à Bad Zurzach et Delémont sont particulièrement concernées par ces critères.

Concrètement la pétition exige «l'adoption de critères d'autorisation qui excluent par principe les agrocarburants problématiques d'un point de vue social et écologique. Les critères doivent inclure la sécurité alimentaire des pays producteurs, ainsi que les effets indirects sur le changement d'affectation des terres».

La raison de la pétition est claire: la production d'agrocarburants est en plein boom. Les conséquences sont graves: des familles d'agriculteurs dans les pays en développement sont privées de leurs terres, des forêts tropicales disparaissent et la faim augmente. En Suisse deux unités de production sont prévues, qui vont recourir à une matière première en provenance de pays en développement. A Delémont, dans le canton du Jura, l'entreprise Green Bio Energy veut produire de l'essence à partir de canne à sucre du Brésil. La commune de Bad Zurzach, dans le canton d'Argovie, a délivré en début d'année un permis de construire à l'entreprise Green Bio Fuel Switzerland pour fabriquer du diesel à partir d'huile de jatropha. Green Bio Fuel va importer des noix de jatropha du Mozambique. Autant au Mozambique

qu'au Brésil la sécurité alimentaire de la population n'est pas assurée.

«Le jatropha empêche les petits paysans de maintenir les cultures vivrières. En plus, le jatropha est cultivé presque uniquement sur des sols fertiles qui doivent être irrigués», a déclaré Daniel Ribeiro, de l'organisation mozambicaine Justiça Ambiental lors d'une conférence de presse à Berne. «Dans un pays dans lequel un bon tiers de la population souffre de malnutrition, ce n'est pas une option acceptable!».



En Colombie, la culture de palme fait également des ravages...son extension provoque l'expulsion de nombreux paysans.

La pétition veut appuyer l'initiative parlementaire de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, qui demande des critères d'admission sévères. Tant que ces critères ne seront pas entrés en vigueur au niveau fédéral, aucun projet d'agrocarburants ne doit être accepté en Suisse.

Les signatures seront récoltées jusqu'au 6 septembre 2010 sur:

www.petition-agrocarburants.ch

La Plateforme agrocarburants

La campagne est soutenue par les organisations suivantes: Action de Carême, Alliance Sud, ASK!, Bioforum Schweiz, BioSuisse, Caritas, CIAD, Déclaration de Berne, Eglises réformées Berne Jura-Soleure, EPER, Greenpeace, Initiative des Alpes, VKMB, Les Verts, Médecins en faveur de l'environnement, Mission 21, Pain pour le Prochain, Pro Natura, Swissaid, Terre des Hommes Suisse, Uniterre.

SIGNEZ!

La pétition est encartée dans ce journal. N'hésitez pas à signer et à la faire signer. Vous pouvez aussi télécharger des feuilles sur notre site.

Nous rappelons qu'une pétition peut être signée par tout le monde; il n'est pas nécessaire d'être citoyen suisse ou d'avoir le droit de vote. Il est aussi possible de signer en ligne sur: www.petition-agrocarburants.ch

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

☎ **026 913 79 84**

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

VENTE DIRECTE

L'ACP gagne la Suisse allemande

Nous sommes très heureux que depuis trois mois, quatre nouveaux projets d'agriculture contractuelle ont vu le jour en Suisse alémanique. Il s'agit par ordre chronologique de Soliterre à Berne, Thalheim (Winterthur), Ortoloco et Stadtrandacker (Zurich).

soliterre – ensemble, local, équitable

Le 15 décembre l'association «soliterre» a été fondée à Berne, elle regroupe actuellement 6 producteurs et 90 abonnés et les premiers paniers ont été livrés le 15 mars. La production comprend une palette large de produits. Une liste d'attente a déjà du être mise en place. Le concept est celui de l'agriculture contractuelle, d'une relation entre paysans producteurs et consommateurs citadins. Les consommateurs s'engagent à travers un abonnement annuel, garantissant ainsi un débouché aux producteurs et partageant ainsi le risque de production. Les bénéfices sont mutuels, prix rémunérateurs équitables, fini la dictature de la grande distribution. (www.soliterre.ch)



Nouvelle commission Uniterre «Accès à la terre»

En raison de différents événements récents, le comité d'Uniterre de mars a décidé de mettre sur pied une commission qui traitera du thème «accès à la terre».

Elle sera chargée de suivre l'actualité des fermes menacées par des déclassements ou des politiques agricoles ou territoriales et d'encourager les jeunes souhaitant s'installer dans l'agriculture. Elle a donc pour optique de maintenir les fermes petites ou grandes qui ont un avenir et d'en installer un maximum. Elle cherchera également à améliorer l'échange d'information entre les personnes qui remettent leurs domaines, celles qui souhaitent s'installer et des personnes tierces qui souhaiteraient soutenir des installations.

Intéressé-e, en savoir plus:
Valentina Hemmeler Maïga, 021 601 74 67

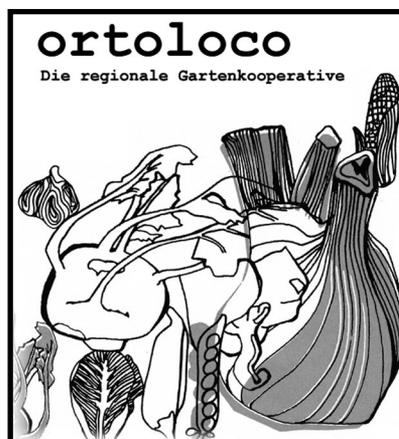
Ortoloco: un brin de folie

«Ortoloco» est une coopérative rassemblant producteurs et consommateurs dans le but de fournir ses membres avec leur production. «Les principes résident dans une relation respectueuse et durable avec la nature et l'environnement. La coopérative pratique l'agriculture biologique et se comprend comme une alternative à l'agriculture industrialisée. L'agriculture est un domaine à choyer plutôt qu'un terrain commercial. Il s'agit de soustraire un aspect important de la vie à la logique spéculative et du profit et de contrecarrer ainsi la logique économique dominante basée sur la croissance.

Nous pratiquons une organisation économique sur la coopération productive plutôt que sur la concurrence contraproduitive. Ainsi nous voulons maintenir des petites structures paysannes».

«La relation aliénée actuelle entre producteurs et consommateurs est supprimée. L'alimentation doit être d'abord locale et s'appuyer sur un minimum d'importations. Le commerce intermédiaire est supprimé. Par cet échange direct et personnel le projet représente un modèle pour un avenir durable qui augmente la qualité de vie». L'abonnement est annuel et les coopérateurs prennent une part sociale, le prix varie selon les revenus

et les livraisons de fruits et légumes se font au rythme hebdomadaire d'avril à décembre et toutes les deux semaines en hiver. Une parcelle a pu être louée dans une ferme biologique à Dietikon (Fondlihof), une jardinière a été engagée et la première livraison aura lieu au mois de juin. (www.ortoloco.ch)



Des légumes pour Winterthur

Chapeauté par l'association Xylem (laboratoire de bois), une nouvelle ferme biologique a vu le jour au début de l'année 2010 à Thalheim dans la région de Winterthur. «Par des contrats directs entre productrices/producteurs et les abonnés, des structures

indépendantes peuvent se réaliser. Des structures décentralisées peuvent ainsi être construites, elles fonctionnent sans dumping de prix, sans les marges élevées des intermédiaires, à l'opposé de l'agriculture industrielle et de relations de travail injustes». L'association livre des paniers sur trois lieux à Winterthur. (www.xylem.ch).

Produire au bord de la ville de Zürich

Finallement, il y a encore le «Pflanzplatz Dunkelhölzli» un champ au bord de la ville de Zürich. L'association «Stadtrandacker» gère le terrain et organise la distribution des parts de la production aux abonnés. La première livraison aura lieu en juin 2010. Le but consiste à atteindre 25 livraisons annuelles.

«Traverser mutuellement les vaches grasses et maigres. Tous les efforts seront faits pour produire la quantité de légumes souhaitée dans la meilleure qualité possible. Par bon temps, l'abondance de cornets profitera à tous. En cas de vaches maigres et de mauvaise météo, il faudra accepter des pertes dans la qualité et la quantité. Ainsi tout le monde participe au succès et partagent le risque de production à part égale». (www.dunkelhoelzli.ch)

Rudi Berli

Affaire de Pringy

Dans l'affaire de Pringy, la Chambre pénale du Tribunal cantonal du canton de Fribourg a admis le recours déposé par le Ministère public. Elle considère qu'il y a suffisamment d'éléments au dossier pour retenir que deux membres d'Uniterre, en plus du Président, paraissent s'être rendus coupables de séquestration et de tentative de contrainte. Un quatrième producteur pourrait également être instruit pour déterminer si sa participation à ce «délit» est effective. Les Juges de la Chambre pénale durcissent donc le ton et montrent leur détermination à ce que les événements de Pringy aient des suites pénales. Nous suivons bien entendu le dossier.

Dans le cas du «pique-nique» devant la maison de M. Briw, deux producteurs doivent encore être entendus par la justice fribourgeoise. Ces auditions auront lieu le 28 avril. Nous suivons également le dossier de près.

Uniterre

Nouvelle section d'Uniterre à Bâle

Le 15 avril à Sissach a eu lieu la réunion de constitution d'une section nord-ouest de la Suisse.

Cette section regroupe des producteurs des cantons de Soleure, de Bâle et de la vallée de Frick argovienne.

Le comité a été constitué et M. Felix Lang a été élu président de la section.

Uniterre souhaite bonne chance à cette nouvelle section.

Rudi Berli

Les sections alémaniques

Comme vous avez pu le constater, Uniterre s'étend maintenant en Suisse allemande ce qui ne peut que nous réjouir.

Sur ce dossier, Rudi Berli et Reto Sonderegger, tous deux secrétaires à Uniterre, suivent la création de ces sections. Le premier se concentre sur le développement autour de Bâle et le second autour de Zurich.

Assemblée générale Uniterre Neuchâtel

vendredi 21 mai à 20h00

à la nouvelle salle de la CNAV, Aurore 4, Cernier

«Quel développement pour l'agriculture contractuelle dans notre canton?»

8 mai: marché de printemps d'Apples

Le printemps est là, c'est la saison très attendue des fruits et des légumes gorgés de fraîcheur et de saveurs. Un Grand Marché est organisé pour vous donner l'occasion de découvrir ces produits: les nôtres, ceux de nos collègues des Marchés Paysans et d'autres animations. Les Meldem seront heureux de vous accueillir le samedi 8 mai dès 9h autour de la ferme familiale «Au Tirage».

Béton contre légumes dans la Plaine de l'Aire

Dans les années 1960-70, les sondes spatiales et les astronautes nous ont rapporté les premières photos de l'atmosphère terrestre. On y voyait une couche bleue d'une effrayante minceur. Et dire que sans elle, nous étoufferions tous! Ces images ont sans doute contribué à la prise de conscience de l'importance de la lutte contre la pollution de l'air. Malheureusement, les défenseurs du sol n'ont pas d'image aussi séduisante à fournir. La terre, la glaise, la boue sont bien mal considérées, alors qu'il faut bien admettre que la survie alimentaire de l'humanité tient exclusivement dans cette fine couche d'humus qui recouvre les continents.

Dans la Plaine de l'Aire, entre St-Julien et Lancy, la rivière a charrié des alluvions d'une variété et d'une quantité introuvables ailleurs à Genève; les plantes marécageuses, par leur décomposition, ont encore enrichi ces sols. Et ce n'est pas un hasard si c'est à cet endroit que se sont établis la plupart des maraîchers du canton. Le sol de ce lieu est donc un patrimoine très précieux; et toute atteinte le ferait disparaître irrémédiablement.

Mais, pour l'instant, les urbanistes ne se soucient manifestement guère de la question pédologique (science des sols) lorsqu'ils élaborent leur planification urbaine. Certains affirment même disposer d'une «page blanche» lorsqu'ils s'attaquent à la Plaine de l'Aire. C'est

faire bien peu de cas des paysans qui cultivent les champs qui s'y trouvent, mais également des Genevois qui s'alimentent grâce aux produits cultivés là.



Campagne d'images bien connue détournée pour la «bonne cause» de l'accès à la terre.

Sans surprise, les Cherpines, dernière zone agricole à moins de cinq kilomètres de la cathédrale, est haut placée sur la liste des futurs déclassements. La crise de logement aidant, un consensus politique s'est construit autour de l'idée qu'il valait bien mieux y placer des locatifs, que de garder une activité agricole. La droite entonne la rengaine

des avantages comparatifs, comme si elle n'avait pas pris une ride depuis le XIXe siècle, et une partie de la gauche considère que c'est en supprimant des zones agricoles pour y mettre des appartements que l'on va résoudre la crise du logement. Et avec quoi nourrira-t-on tous ces locataires?

L'impact écologique et social de l'agriculture sous d'autres latitudes défraie la chronique: Qui ne s'indigne pas contre les conditions de travail ignobles des ouvriers clandestins en Andalousie ou en Calabre? Qui ignore l'impact écologique de l'importation d'agneau néo-zélandais? Qui ose encore acheter des fraises en hiver, après les différentes campagnes de sensibilisation d'organisations écologistes et des pouvoirs publics?

La notion de souveraineté alimentaire s'établit petit à petit dans les esprits (La Constituante genevoise en débatta et une Initiative fédérale va être lancée). Depuis quelques années, le terme de développement durable se retrouve partout et un large consensus s'établit autour de l'idée de la lutte contre le réchauffement climatique. Ces trois principes sont évidemment indissociables. Mais, alors que nous avons une excellente occasion pour nos élus communaux et cantonaux d'affirmer leur volonté de maintenir, et même d'accroître la capacité de Genève à se nourrir elle-même, timorés, ils se

rangent du côté des bétonneurs. Des bétonneurs qui n'ont d'ailleurs aucune considération pour les difficultés de logement des Genevois. En effet, des projets pharaoniques de centres sportifs, couplés à un centre commercial (et donc à un parking)¹ semblent les intéresser bien plus que d'imaginer comment proposer un habitat simple et séduisant aux milliers de victimes de la quête effrénée de croissance du canton.

Voilà pourquoi plusieurs organisations actives dans l'agriculture de proximité et la protection de l'environnement se sont unies et vous proposeront de signer un référendum contre ce déclassement après le vote du Grand Conseil². Il est peut-être plus facile de pleurer sur le sort des baleines japonaises et des forêts amazoniennes tout en maudissant les criminels qui les font disparaître que d'oser considérer de la même façon les actions de nos élus sur nos ressources naturelles. C'est maintenant et ici qu'il faut agir!

Pour le Jardin des Charrotons,
Julien Nicolet

1. Voir le projet présenté sur le site de la commune de Plan-les-Ouates: <http://www.plan-les-ouates.ch/node/2402>

2. Un comité référendaire se constitue ces jours pour tenter de contrer le déclassement dans les urnes. Renseignements sur le site <http://www.plainedelaire.ch/> et à l'adresse mail: referendum@plainedelaire.ch.

Libération de terres à Dijon

Le dimanche 28 mars a eu lieu, à Dijon, une action d'occupation de terres agricoles¹. A l'appel d'une dizaine d'organisations, dont les points de rencontres sont le maraîchage biologique et local et une recherche d'autonomie alimentaire², une manifestation partant du centre ville s'est rendue, tambours battants et outils de maraîchage levés, vers une parcelle en friche en zone périurbaine.

Deux cent personnes avaient bravé la pluie, la courte nuit de retour à l'heure d'été et un nœud lunaire pour se retrouver en début d'après-midi sous le kiosque de la place Wilson, et écouter les interventions de représentant-e-s des organisateurs/trices. L'occasion pour un maraîcher affilié à la Confédération Paysanne, lui-même ancien producteur sur les terres bientôt réoccupées par les légumes, de rappeler qu'il avait dû quitter les lieux dix ans auparavant pour un projet d'urbanisme toujours inexistant. Une émissaire de Reclaim The Fields soulignait quant à elle qu'aujourd'hui, le capitalisme cherche à détruire les paysans «parce qu'ils sont autonomes et qu'ils ont un peu de prise sur leur vie». Elle ajoutait que, comme dans les pays «du Sud», l'heure était à la reconquête collective

des terres, en vue de «réapprendre les savoir-faire (...), à produire les semences», à maîtriser l'irrigation. Un représentant d'une AMAP³ proche de Dijon expliquait la demande forte en ce domaine, avec une liste d'attente de plus de 600 personnes pour des paniers de légumes. Il indiquait que l'occupation de terres en friche était rendue légitime par le nouvel EcoPLU (Plan Local d'Urbanisme) de Dijon, qui souhaite notamment développer l'agriculture de proximité.

Association de paysans sans terres et de collectifs et particuliers sans jardins

De la place Wilson, le cortège de fourches et de bêches prêtées par des agriculteurs locaux s'est rendu à travers la ville jusqu'à la rue Guignard, où il a pénétré dans une parcelle en friche. Là, les outils de jardinage firent émerger d'un champ de ronces de 5'000 m² une terre noire et limoneuse, dans laquelle les premiers plantons s'alignaient bientôt. Une cabane de jardin en paille a été construite pour servir de dépôts d'outils, de graines et de plantons. Après un repas servi par le collectif Food not Bombs, une «assemblée du potager» a permis d'organiser «la diffusion de

l'information, le début des cultures et le maintien de l'occupation». Ainsi, loin de n'être qu'une action symbolique, ce retour à la culture de terres abandonnées veut proposer durablement un jardin collectif à toutes celles et tous ceux qui voudraient y participer dans l'agglomération dijonnaise. Des assemblées sont prévues tous les mercredi et samedi pour organiser la vie de ce potager.

Accès à la terre en bordure de ville

Comme l'indiquait le tract d'invitation à cette action, un potager collectif dans une zone abandonnée permet de «faire sauter le verrou de l'accès au foncier en zones rurales ou péri-urbaines». Ainsi, questionner l'accès à la terre pour celles et ceux qui aspirent à une pratique agricole, qu'elle soit de production ou simplement d'autoproduction. Il n'est pas étonnant que le lieu choisi soit celui d'une calotte maraîchère en bordure de ville, traditionnellement dévolue à la culture mais condamnée à terme aux ambitions d'extension du tissu urbain. Cette zone, si elle était cultivée, serait pourtant un lieu d'échange privilégié entre ville et campagne permettant une production de proximité et de vente directe, ainsi que des échanges de pratiques et de savoirs

entre citoyens et paysans. Ce qui est en revanche plus réjouissant et moins attendu dans cette occupation de terre, c'est la collaboration des milieux paysans, syndicaux, des collectifs dijonnais et des particuliers qui ne supportent plus d'être mis en attente avant de pouvoir recevoir ou produire des légumes, que ce soit dans les AMAP ou dans les jardins familiaux. Comme le déclarait l'émissaire de Reclaim The Fields, «on espère qu'il y aura un peu partout des occupations de terre», comme à Dijon qui reste «un premier pas».

Nicolas Bloch

Notes:

¹ Un récit complet de cette journée et de ses suites est disponible sur <http://reclaimthefields.org/fr/content/récit-de-la-journée-libérons-les-terres-à-dijon-le-28-mars>.

² Notamment la Confédération Paysanne 21, le réseau européen Reclaim The Fields, l'Espace autogéré des Tanneries, l'association Plombières environnement.

³ Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, la forme française de production et de vente directe la plus proche des ACP suisses.

Témoignage à la Marche de Pâques: «Pour la paix, plus de souveraineté alimentaire!»

Je m'appelle Irène. Pour l'anecdote, mon prénom vient du grec «Eirenê» qui signifie «la paix». C'est peut-être la raison qui m'a fait venir ici pour faire ce discours, chose que je n'ai jamais faite et qui me fait très peur! Je vais vous livrer mon témoignage.

Je suis née et j'ai grandi en ville, dans une famille aisée de Genève. Ma famille m'a offert des conditions de vie qui ne me destinaient pas à devenir paysanne, mais elle m'a aussi transmis un sentiment constant de révolte contre l'injustice sociale. En préparant ce discours, je me suis souvenue que, même en pleine ville, la plus grande insulte que nous nous lancions dans nos cours d'école était le mot «paysan». En bon genevois on disait: «Tcheu le péouze!» pour se moquer de quelqu'un. Inconsciemment, je pense que c'est l'une des raisons qui m'a amenée à devenir paysanne. Pourquoi, même pour des enfants qui n'ont plus de lien avec la campagne, le mot paysan garde une connotation si négative? Pourquoi la société méprise à ce point les gens qui la nourrissent?

J'ai choisi cette voie, d'abord parce que cultiver la terre et offrir les fruits de son travail aux autres pour les nourrir est la plus belle chose qu'on puisse faire sur cette terre, mais également parce que je me suis rendue compte en choisissant ce métier, qu'il est en danger de disparition et qu'il n'est plus temps d'y réfléchir, mais qu'il est temps d'agir. Si, comme dans d'autres pays ou comme dans notre pays à une autre époque, la majorité de la population était encore paysanne, mon statut social m'aurait peut-être permis de réaliser d'autres rêves. Aujourd'hui, le rêve que j'essaie de réaliser chaque jour est celui-là: reprendre en main notre autonomie alimentaire et par là même, rendre possible à d'autres personnes, dans d'autres pays, de le faire.

Aujourd'hui, je suis fière d'être paysanne, mais mon inquiétude est grande car le nombre de fermes diminue chaque jour, en Suisse comme ailleurs. Notre petit pays ne fait pas exception! Malgré une prise de conscience qui commence à se faire dans la population, la paysannerie est prise dans l'étau du libéralisme, entre une politique agricole désastreuse et des entreprises multinationales qui

s'accaparent tous les moyens de production, laissant derrière elles des familles ruinées, des savoirs détruits, des terres appauvries et des liens sociaux brisés, et ceci dans l'indifférence presque totale, puisque les rayons des supermarchés ne désemploient pas.

Aujourd'hui, en Suisse et en Europe, le nombre de familles paysannes est tellement réduit qu'elles ne peuvent pas résister seules à cette grosse machine qui les détruit. Elles ont besoin du soutien de l'ensemble de la population. Si j'ai pu devenir paysanne, moi qui n'avais ni terre, ni argent pour démarrer mon activité, c'est grâce à un système coopératif qui relie les gens, producteurs et consommateurs, pour leur permettre d'atteindre un but commun: se nourrir

vivant dans une même région. Pour moi, c'est ça la souveraineté alimentaire: des gens qui se mettent ensemble pour décider ce qu'ils vont manger, comment ils vont le produire et à quel prix. Nous ne pouvons pas attendre que l'Etat décide à notre place, c'est à nous de construire des solutions au niveau local, c'est à nous de nous mettre ensemble pour résoudre ce grave problème.

La Suisse n'est pas considérée comme un pays colonisateur. Pourtant, à travers les nombreuses multinationales basées en Suisse et avec le soutien de notre Etat, elle le devient. Nous assistons à une guerre du sol et des ressources naturelles qu'il héberge. Des terres sont volées à d'autres peuples pour satisfaire nos besoins alimentaires et

ici ne signifie en aucun cas le repli sur soi. Il s'agit de solidarité et d'intégrité envers soi-même et envers les autres. Il est du devoir de chacun ici de se préoccuper de cette question.

Aujourd'hui, rien n'est fait pour que des jeunes reprennent la ferme de leurs parents ou s'installent sur une ferme sans être fille ou fils de paysans. Les normes toujours plus strictes et nombreuses demandent des investissements financiers énormes, la pression urbanistique sur les terres est immense, les prix du marché et de la grande distribution ne cessent de diminuer, le grossissement des fermes et l'éloignement des paysans entre eux qu'il implique brise les liens sociaux entre les paysans, etc. Qui peut résister à une telle pression? Qui peut avoir envie de cultiver la terre dans ces conditions? L'exode rural et les paysans sans terres sont aussi une réalité en Suisse!

A ce sombre tableau réaliste, j'aimerais ajouter une touche d'espoir. Ces dernières années, j'ai pu voyager et rencontrer de nombreux jeunes au travers de la Via Campesina. Des jeunes paysans de tous les continents s'organisent pour regagner leur dignité et reprendre en main la vie de leurs communautés, mise à mal par la société capitaliste. De nombreux projets initiés par les paysans eux-mêmes tentent de renverser la vapeur. J'ai lu un document écrit par un Africain qui dit que l'Afrique est, à l'encontre de ce qu'on entend tous les jours, bien plus à même de s'en sortir qu'ailleurs, car la société est encore à 80% paysanne. Je pense qu'il a raison. Je pense que l'Europe est, à l'inverse de tous les discours que l'on peut entendre et de manière un peu provocatrice, bien plus affectée par le capitalisme que d'autres continents car nos sociétés paysannes ont été pratiquement détruites, ce qui n'est pas encore le cas ailleurs. Je dis bien «pratiquement». Je ne serais pas là si je n'avais pas l'espoir de pouvoir reprendre le contrôle sur nos vies. Cela signifie un travail immense, mais ensemble, avec volonté et modestie, il est possible d'y arriver.

Et ce n'est pas en exportant du Swissness comme le proposent nos dirigeants que nous travaillerons à atteindre la souveraineté alimentaire dans nos régions. Amen ;) ou alors «mort au swissness, vive la paysannerie!».



dignement. Aujourd'hui je travaille avec deux autres collègues pour fournir des légumes biologiques à 140 familles genevoises. Chaque consommateur est pleinement investi et responsable (en tout cas financièrement) pour la production de sa nourriture, au même titre que le producteur. Sans ce partage des risques et des investissements, je ne serais pas là pour vous parler de cette riche expérience.

Notre coopérative ne dépend ni de l'Etat, ni des banques, ni des prix du marché, ni des multinationales de l'agrobusiness. Elle ne dépend que de la solidarité d'un groupe de personnes

industriels. Syngenta tue, Nestlé tue, d'autres entreprises tuent physiquement des paysans ailleurs, matériellement ici. Tout est lié. Partout dans le monde, la paysannerie fait face au même mépris, à la même destruction. C'est inacceptable, ici comme ailleurs. Protéger et soutenir la paysannerie suisse, c'est aussi protéger et soutenir la paysannerie mondiale. Moins il y aura de terres cultivées en Suisse, moins il y aura de personnes capables de cultiver ces terres, plus il faudra aller chercher sa nourriture loin, plus il faudra rentrer en guerre contre d'autres peuples, pour satisfaire un besoin primaire, celui de se nourrir. La protection que j'invoque